

EXTRAIT du REGISTRE DES DELIBERATIONS

Siège  
BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE – 93600 AULNAY-SOUS-BOIS  
(Seine Saint-Denis)

Nombre de membres en exercice : 80

**DECISION DU PRESIDENT**

**DU 24 SEPTEMBRE 2024**

Le Président certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent acte  
Conformément à l'article L2131-1 du CGCT

L'AN DEUX MILLE VINGT-QUATRE, LE VINGT-QUATRE SEPTEMBRE,  
L'ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL PARIS TERRES D'ENVOL  
A AULNAY-SOUS-BOIS, BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE

**N°34 – DROIT DE PREEMPTION URBAIN – DELEGATION A L'EPFIF DE L'EXERCICE DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN POUR LE LOT  
N°9 DU BIEN SIS 62-64 ET 66 AVENUE DE LA DIVISION LECLERC AU BOURGET CADASTRE SECTION M N°175**

**Le Président,**

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5211-9 alinéa 7,  
**Vu** le code de l'urbanisme et notamment l'article L.213-3,  
**Vu** l'article L.5211-10 du code général des collectivités territoriales permettant à l'assemblée délibérante de déléguer une partie de ses attributions au Président,  
**Vu** la délibération du conseil municipal du Bourget en date du 10 avril 2017 instituant le droit de préemption urbain renforcé (DPUR),  
**Vu** la délibération n°49 du conseil de territoire en date du 11 juillet 2020 portant délégation au Président de l'exercice des droits de préemption et du droit de priorité pour la durée de son mandat et délégation au Président de la possibilité de déléguer l'exercice de ces droits pour la durée de son mandat au sein des secteurs d'intérêt territorial et des secteurs d'intervention foncière de l'EPFIF,  
**Vu** la délibération n°54 du conseil de territoire en date du 11 juillet 2020 portant délégation à la commune du Bourget de l'exercice du droit de préemption urbain et du droit de priorité dans les secteurs d'intérêt communal  
**Vu** la convention d'intervention foncière établie entre l'EPFIF, la commune du Bourget et l'EPT en date du 30 décembre 2019,  
**Vu** la déclaration d'intention d'aliéner (DIA) établie par Maître Emily BELLESSA MAC-CONNELL, en application des articles L. 213.2 et R. 213.5 du code de l'urbanisme, reçue le 29 juillet 2024 en mairie du Bourget sous le numéro 09301324A0115, informant le titulaire du droit de préemption urbain de l'intention de la société BNP PARISBAS représentée par monsieur Victor CHUMBO de céder son bien situé au Bourget, 62, 64 et 66 avenue de la Division Leclerc, pour le lot n°9, cadastré au Bourget, section M n°175, faisant l'objet d'un bail, sans occupant, moyennant le prix de UN MILLION SIX CENT MILLE EUROS (1 600 000 €), dont soixante-six mille six cents euros toutes taxes comprises (66 600 € TTC) à la charge du vendeur.

**Considérant** qu'au titre de l'article L.213-3 du code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain peut être délégué à un établissement public y ayant vocation comme un établissement public foncier,

**Considérant** que le bien faisant l'objet de la déclaration d'intention d'aliéner susmentionnée est situé dans un des périmètres définis dans la convention d'intervention foncière conclue entre la commune du Bourget, l'EPT et l'EPFIF du 3 avril 2023 et répond aux objectifs d'intervention de l'EPFIF,

**Considérant** en conséquence qu'il convient de déléguer à l'établissement public foncier d'Ile-de-France l'exercice du droit de préemption urbain pour le bien faisant l'objet de la déclaration d'intention d'aliéner susmentionnée,

**DÉCIDE**

**Article 1 De déléguer** à l'établissement public foncier d'Ile-de-France l'exercice du droit de préemption urbain pour le bien situé au Bourget, 62, 64 et 66 avenue de la Division Leclerc, pour le lot n°9, cadastré au Bourget, section M n°175, tel que décrit dans la DIA susmentionnée ainsi que de l'ensemble de la procédure incluant notamment la saisine de la Direction nationale d'interventions domaniales, la demande de visite ou de pièces complémentaires entraînant une interruption des délais.

**Article 2 De préciser** qu'une ampliation de la présente décision sera adressée à :  
- Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis dans le cadre de l'exercice du contrôle de légalité,  
- Monsieur le Directeur de l'EPFIF,  
- Monsieur le Maire de la commune du Bourget.  
La présente décision sera affichée au siège de l'établissement public territorial Paris Terres d'Envol et sera également transmise aux communes membres pour affichage dans le mois.

**Article 3 D'informer le délégataire** qu'il est tenu de transmettre à la ville du Bourget les éléments d'information relatifs à la préemption pour la tenue du registre des préemptions conformément à l'article L.213-13 du code de l'urbanisme

**Article 4 De rappeler** que la présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de son affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Pour extrait conforme



Le Président  
**Bruno BESCHIERA**

Accusé de réception en préfecture  
093-200058097-20240924-34-24-09-2024-AU  
Date de télétransmission : 27/09/2024  
Date de réception préfecture : 27/09/2024